

Samar Tlili : L'émergence d'une nouvelle génération militante en Tunisie

dimanche 22 novembre 2015, par [TLILI Samar](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2015).

La campagne contre le projet de loi de blanchiment des corrompus de l'ancien régime (Menich msama).

D'autres articles concernant cette campagne sont signalés en bas de page (dont des liens vers des vidéos).

Sommaire

- [Le contexte dans lequel \(...\)](#)
- [La campagne « Menich msama »](#)
- [Un processus révolutionnaire](#)
- [A propos des rapports entre la](#)

« Menich msama » est souvent traduit par « je ne pardonne pas ». Cette expression est à mon sens beaucoup trop violente, un peu trop agressive. Il faudrait mieux traduire par « je ne veux pas oublier » ou encore « je ne vais pas vous permettre de ne pas reconnaître ce qui est mon droit ». Nous ne sommes pas en effet dans une optique de violence. Il s'agit d'une campagne citoyenne, indépendante, alternative. C'est une campagne rassemblant des jeunes autour d'un objectif limité, bien précis. On verra si ce rassemblement continuera ou pas d'exister une fois cet objectif atteint. Cette campagne s'est constituée contre le projet de loi de « réconciliation économique » émanant du Président de la République, afin de blanchir les hommes d'affaires et les hauts fonctionnaires corrompus tout au long des anciens régimes.

Le contexte dans lequel ce projet de loi a été proposé

C'était un moment où le pouvoir disposait d'un « moment de répit » :

- 1) Le Conseil constitutionnel n'était pas encore créé, et cette institution aurait été la seule ayant la capacité de relever l'aspect anticonstitutionnel de ce projet de loi. Celui-ci a donc été proposé sans aucun contrôle constitutionnel préalable.
- 2) Ce texte avait été rendu public en juillet. Et en Tunisie, les révoltes et les révolutions n'ont jamais eu lieu en été, même si cela est en train de changer un peu.
- 3) Le pays était soumis à l'état d'urgence décrété suite à l'attentat de Sousse. Le pouvoir avait donc la possibilité de réprimer avec violence toute forme de protestation dans la rue et dans l'espace public.
- 4) Et, contre-révolution oblige, de nombreux jeunes qui s'étaient engagés dans le processus révolutionnaire, ou même avant celui-ci, étaient tombés un an ou deux après 2011 dans une forme de désillusion. Ils avaient eu des rêves, et ne voyant pas se concrétiser les aspirations qu'ils avaient eu pendant des années, ils s'étaient mis en retrait de la vie publique et de l'engagement politique.

Le pouvoir avait donc en mains plusieurs atouts pour que ce projet de loi soit adopté très rapidement. Mais cela ne s'est pas passé ainsi.

La campagne « Menich msama »

Un appel a été lancé sur les réseaux sociaux moins de 24 heures après l'annonce de ce projet de loi. Il s'adressait à toute personne voulant s'opposer à ce projet de loi. Et en moins de 48 heures, plus de 300 personnes se sont engagés dans des groupes de discussion pour débattre des objectifs de cette campagne, à ses formes d'organisation. Tout de suite après, nous sommes passés à l'activité concrète. Depuis quelques années, beaucoup de jeunes étaient dans la réaction. Avec une initiative de ce type, ils sont passés de la réaction à l'action.

La première initiative a eu lieu le 28 août, jusqu'au 12 septembre elles ont été très violemment réprimées.

En deux semaines, des victoires successives ont été remportées.

1) Cette campagne a permis de rassembler des personnes de tous bords : des jeunes, des moins jeunes, des indépendants, des membres de partis politiques, d'associations, de mouvements de jeunes, etc. Elle a regroupé des gens très différents qui n'avaient pas eu auparavant la possibilité de travailler ensemble. En fait, la seule « réconciliation » qu'a permis ce projet de loi a été la réconciliation entre des jeunes et différentes composantes de la société civile et du paysage politique.

2) Cet projet de loi avait été déposé pendant les vacances, et on avait peur de ne pas pouvoir mobiliser. Les étudiants, qui sont pendant l'année sur les campus des grandes villes, étaient encore chez eux dans les différentes régions. Mais en fait, cela a été un point de force pour notre campagne qui a pu, en deux ou trois jours, se propager en trois jours dans plus de 15 villes et régions ainsi qu'à l'étranger (Allemagne, France, Canada, Palestine, etc.). Cela a réussi à casser la centralisation habituelle de l'activité politique sur Tunis et quelques grandes villes, généralement celles où l'UGTT est très influente.

3) La troisième victoire concerne la reprise de la rue et de l'espace public. L'état d'urgence était en effet en vigueur et toute forme de protestation était très violemment réprimée.

La première initiative, le 28 août, n'avait pas été annoncée publiquement mais uniquement de bouche à oreille. On voulait tester la réaction du pouvoir et des forces de l'ordre.

La deuxième initiative, appelée publiquement, a été réprimée. Mais les participants ont tenu tête aux forces de l'ordre. Ils ont continué à rester sur place en leur résistant pendant des heures.

Le 12 octobre, le Ministre de l'Intérieur a dû progressivement reconnaître le droit de protester dans les rues, alors qu'officiellement toute manifestation restait interdite. Pour faire une opération de com, le ministre en personne est finalement venu dans la rue en expliquant que sa présence protégeait le droit de manifester ! Il voulait faire de la com, mais c'est nous qui avons obligé le ministre lui-même à descendre dans la rue et reconnaître notre campagne, alors que celle-ci n'était pas légale !

4) Non seulement nous avons récupéré la rue, mais d'anciens militants que l'on avait plus vus depuis des années nous ont rejoint. Le 1^{er} septembre les deux premières lignes étaient au contact direct des forces de l'ordre, venaient ensuite quatre lignes destinées à ce que les deux premières ne soient pas submergées. Et à l'arrière, il y avait des gens qui ne s'étaient pas vu depuis longtemps s'embrassaient en disant par exemple : « Que deviens-tu ? On ne s'est pas vu depuis des années, on va boire un café tout à l'heure, si tu te fais arrêter, on se fera arrêter ensemble, et comme cela on pourra continuer à parler du bon vieux temps ». C'était réellement un spectacle magnifique et

émouvant, et qui comporte un aspect très positif : le retour de certains à l'activité militante concrète sur le terrain. Et cela est très important car le processus révolutionnaire nécessite beaucoup de souffle et de patience, et nous ne devons pas perdre en nombre et en force avec le temps.

Un processus révolutionnaire toujours en marche

La preuve en est que les revendications de la révolution sont toujours et encore d'actualité : justice sociale, liberté, dignité, droit au travail. On a également entendu revenir beaucoup de slogans comme « le peuple veut changer le système » que l'on avait plus entendu depuis 2012-2013. Il ne s'agit pas seulement d'une continuité dans les slogans et les principes, car ce ne sont pas seulement les anciens militants qui sont revenus en force. On a vu également émerger une nouvelle génération avec de nouvelles techniques de protestations, de nouveaux outils de lutte. Avec « Menich msama », nous sommes par exemple en train d'expérimenter une campagne horizontale, refusant le mode d'organisation pyramidale derrière un leader, et où les décisions sont prises au sein d'un petit groupe, et des jeunes qui exécutent sans prendre part aux débats et aux décisions.

Une nouvelle génération est en train de prendre le relais. Au Kef, par exemple, une jeune fille très active de 17 ans s'est faite arrêter à deux reprises lors des actions de protestation. Elle a été réprimée violemment, a été menacée, mais elle a tenu bon. Elle a tenu tête aux forces de l'ordre, ainsi qu'aux gens qui estiment qu'à 17 ans, on n'est pas capable de discernement. Elle allait dans les cafés pour demander aux jeunes de venir à la manifestation. Elle s'adresse à des gens beaucoup plus âgés qu'elle pour les convaincre. En 2011, elle avait 12 ans. C'est la génération de la révolution de 2011 qui est devenue mature, et est en train de prendre le relais et de changer les choses.

A propos des rapports entre la jeunesse et les militants plus anciens

A l'expression « fracture générationnelle », je préfère celle de « dépassement actif » qui est moins violente. De nombreux jeunes sont reconnaissants envers les « historiques ». Notre première manifestation à Tunis est d'ailleurs partie de la place historique située devant le siège de l'UGTT. Tant que l'UGTT et d'autres organisations historiques ouvriront leurs portes aux familles des martyres et s'opposeront à l'exploitation, je les considérerais comme des forces allant dans la même direction que nous. Je ne suis pas dans une logique de « tuer le père ».

Même si le passé est important, les jeunes ne se sentent pas concernés par des débats sans fins sur des conflits datant de 30 ou 40 ans.

Il en va de même avec les conflits au sein de l'UGET qui prolongent les débats que les partis politiques ont entre eux depuis des années.

Nous avons une jeunesse qui a déserté depuis longtemps les associations et les partis politiques. Beaucoup de jeunes ne se retrouvent pas dans les organisations historiques de la société civile. Ils pensent qu'elles sont archaïques et ne sont plus adaptées aux nouvelles aspirations des jeunes. Certains pensent que cette jeunesse est le fruit 23 ans de dégradation des repères culturels sous l'ancien régime, que c'est une jeunesse désinvolte qui ne se préoccupe pas du sort du peuple ainsi que des organisations politiques ou autres.

Quoi qu'il en soit, ce décalage générationnel existe bel et bien. Mais ce qui est important est de réaliser que l'on est dans un entre-deux, une phase transitoire : ce qui est ancien n'a pas déjà disparu, et ce qui est nouveau n'est pas encore né, ou n'est pas encore assez mature pour faire bouger les choses.

Cet entre-deux que certains appellent « fracture », je l'appelle « moment de transition », transition

qui va avoir lieu tôt ou tard.

Le problème est l'absence de reconnaissance mutuelle entre ces deux composantes. Les accusations mutuelles entre des jeunes et des anciens sont très dangereuses. En effet cette jeunesse a la volonté et la capacité de changer la réalité. Le problème est qu'elle ne trouve pas un cadre dans lequel elle peut agir. Et cela pose un problème lorsqu'il existe dans un pays comme la Tunisie, une jeunesse qui a conscience de ses capacités, et que ce même pays n'a pas la capacité de fournir ce cadre là, on a des jeunes qui partent par centaines ou par milliers en Syrie, en Iraq, en Lybie ou ailleurs. Un des raisons en est que les seules forces proposant un changement radical sont Daech ou des organisations de ce type. Il est très important, à la fois pour la jeunesse et les organisations historiques comme par exemple la LTDH, de travailler à la naissance d'une alternative proposant un changement radical de la réalité et répondant aux aspirations de ces jeunes. On a une jeunesse ayant confiance en elle et ses capacités, mais ne trouvant pas un cadre lui permettant d'agir. Comment faire pour créer cette alternative là ?

Comme le montrent plusieurs campagnes, le processus révolutionnaire est toujours en marche. Les slogans et les principes de la révolution sont toujours là. Mais de plus en plus de projets de lois et de projets de lois ne vont pas dans le sens de la réalisation de ces revendications. Ils s'opposent au contraire à l'amélioration des conditions économiques et sociales de la population. Si on continue avec d'un côté une jeunesse qui rêve à gauche, et de l'autre un pays qui va à droite, il va réellement y avoir une cassure. Il faut donc rapidement trouver une alternative capable d'accueillir par centaines et par milliers des jeunes capables d'agir. Sinon, j'ai peur que cela ait des conséquences encore plus graves que maintenant.

P.-S.

* Samar Tlili a 24 ans. Elle est professeure de français à Béja, une ville du Nord-Ouest de la Tunisie, située à une centaine de kilomètres de Tunis et à une cinquantaine de kilomètres de la frontière tuniso-algérienne.

Propos recueillis à Paris par Alain Baron, quelques heures avant la tristement célèbre soirée du 13 novembre 2013.

* Traduction en castillan <http://vientosur.info/spip.php?article10733>

* Autres articles concernant cette campagne (dont des liens vers des vidéos) :

Sur la place de cette mobilisation dans la situation politique

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36020>

Sur les mobilisations avant le 8 septembre

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35989>

Sur les mobilisations entre le 8 et le 21 septembre (dont les manifestations du 12 septembre)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36012>

Reprise de la mobilisation contre le blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali (19 octobre 2015)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36118>

Nouvelle offensive en faveur du blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali (23 juillet 2016)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38580>